



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 27/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE Granulats

ZI - 7 rue du saut du lièvre
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E 233023
Code AIOT : 0006515812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement LAFARGE Granulats implanté Chemin de bray aux chaises 77114 Hermé. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE Granulats
- CHEMIN DE BRAY AUX CHAISES 77227014 77114 Hermé
- Code AIOT : 0006515812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°2015/DCSE/M/001, la société LAFARGE GRANULATS FRANCE est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires de 66ha environ avec une production maximale annuelle de 450 000 t ainsi qu'une installation de lavage de matériaux sur le territoire de la commune de Hermé. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans. L'arrêté de prescriptions complémentaires n° 2021 DRIAT UD77 044 du 13 avril 2021 a notamment modifié le phasage et les montants de référence des garanties financières de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect du phasage et des garanties financières
- Archéologie préventive
- réalisation des mesures d'accompagnement et des mesures compensatoires
- suivi annuel de la carrière communication de documents, plans suivis écologiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-18	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Suivi des garanties financières	AP Complémentaire du 13/04/2021, article V.8	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Garanties financières	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Mesures d'accompagnement et zones humides	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.15.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Suivi écologique en cours d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.17	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Plans et suivi des travaux	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.20	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Suivi Eaux rejets superficiels	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article IV.3.2.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Suivi eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article IV.3.2.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article VI-7-1.VI	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Respect du phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Archéologie préventive	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-8	Sans objet
3	Distances limites et zones de protection	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant reconnaît qu'il ne respecte pas dès 2022 certains des paramètres S1, S2 et L servant à déterminer les montants de référence des garanties financières par périodes quinquennales par l'arrêté de prescriptions complémentaires de 2021. Le changement de période en début d'année 2023 aggrave encore les écarts. Le rattrapage sur le terrain de ces écarts étant impossible à court terme, L'exploitant devra formuler rapidement une nouvelle demande de modifications.

Enfin l'arrêté préfectoral de 2015 comporte des échéances en termes de transmission d'information, de plans, de données, de suivis, d'analyses que l'exploitant ne respecte pas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Archéologie préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-8
Thème(s) : Autre, Patrimoine archéologique
Prescription contrôlée : La réalisation des prescriptions de diagnostic archéologique édictées par l'arrêté du préfet de région du 20 février 2014 est un préalable à tout autre travaux. Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.
Constats : Des fouilles ont été prescrites sur certaines zones par le service régional de l'archéologie. Elles ont été chiffrées en 2016 et n'ont pas été réalisées. L'exploitant déclare avoir demandé d'autres devis. Il prendra la décision de réaliser ou pas ces fouilles archéologiques. L'exploitant sait que s'il ne réalise pas ces fouilles, il devra renoncer à exploiter le gisement des parcelles concernées. Il déclare que, hormis l'emprise de ces fouilles, l'ensemble des terrains à exploiter sont libérés de la contrainte archéologique et du paiement de la redevance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant fait implanter : — des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées (si nécessaire fait implanter de nouvelles bornes), - des bornes pérennes pour déterminer les zones non exploitées situées dans le périmètre de

l'autorisation, - les bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.' Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Toutes les bornes sont reportées sur le plan de situation annuelle de la carrière
Constats : Les bornes pérennes pour déterminer les zones non exploitées situées dans le périmètre de l'autorisation ne sont pas en place. Cette disposition introduite par l'arrêté de prescription complémentaire de 2021 vise à garantir l'intégrité des zones centrales exclues du périmètre d'extraction et éviter qu'elles ne deviennent des zones de stockage de matériel par exemple.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Respect des distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : L'article III-19 Distances limites et zones de protection de la carrière de l'arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M001 du 12 janvier 2015 est remplacé par : « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Cette distance est portée à 20 m en vis-à-vis des berges drainantes du secteur Ouest. De plus l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : La distance de recul de 20 m est bien reportée sur un plan vu en inspection. L'inspection a été l'occasion d'inventorier avec l'exploitant la localisation de l'ensemble des nombreuses berges drainantes prévues par la remise en état de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-18
Thème(s) : Autre, Limitation des accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées cet accès est matériellement interdit. (...)
Constats : L'entrée de la carrière est constamment ouverte et se trouve éloignée de la zone en activité. <u>Les accès ne sont donc pas contrôlés.</u> Il s'agit d'une remarque récurrente déjà formulée par l'inspection en 2020 à laquelle l'exploitant avait répondu : "Après recherche d'un moyen de contrôler les accès vu l'éloignement, nous avons convenu de mettre en place un système de détection des entrées par caméra et transmission d'information au poste de pilotage". Ce dispositif ne semble pas en place.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Phasage
<p>Prescription contrôlée : Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral de 2015 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral. Toutefois, le décapage des zones 2023 et suivantes ne pourra débuter que si sont effectivement réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure compensatoire A1 prescrite par l'article III-15-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: conversion d'espaces cultivés en prairies humides réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses ; - la mesure d'accompagnement A2 prescrite par l'article III-15-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (conversion d'espaces cultivés en prairies mésophiles réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses). <p>Constats : L'exploitant déclare que les terrains concernés par la mesure compensatoire A1 et la mesure d'accompagnement A2 ont fait l'objet d'un labour et d'un passage de herse par un sous-traitant mais la végétalisation à partir de graminées et de légumineuses n'a pas été évoquée en séance. L'exploitant doit communiquer à l'inspection une facture concernant le semis de graminées et légumineuses sur ces terrains sous 15 jours car cette mesure fait également partie des préalables au décapage et à l'exploitation des zones 2023 du phasage de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires de 2021. La découverte 2023 a été réalisée et l'exploitation 2023 est en cours.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Suivi des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article V.8
Thème(s) : Autre, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fournit au 31 mars de l'année N+1 un plan topographique lisible de la carrière avec les valeurs maximales atteintes de S1, S2 et L de l'année N.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis en 2023 de plan de suivi des garanties financières au titre de 2022. Il admet en séance que les valeurs de S1, S2 et L étaient dépassées. L'exploitant doit transmettre le plan 2022 et ces éléments de suivi des garanties financières sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2

Thème(s) : Autre, Respect des garanties financières

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet un document attestant la constitution de garanties financières dont le montant de référence est précisé ci-après et conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel susvisé.

Le chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 2015 DCSE M 001 du 12 janvier 2015 est remplacé, pour ce qui concerne les périodes quinquennales à venir, par :

« Article V-1 :montants de référence des garanties financières.

Les montants de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes/ S1 (ha) max /S2 (ha) max / L (m) max /Montants de référence (€) TTC

N°1 (2018-2022) | 1 ha 77 a 69 ca/ 18ha17a51ca/ 2882./ 905 195

N°2 (2023-2027) | 2 ha 20 a 2 ca /14 ha 62 a 27 ca/ 4655/ 869 193

N°3 (2028-2032) | 1 ha 85 a 92 ca /10 ha 35 a 57 ca/ 2918/ 600 384

Avec

S1 = somme de /a surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de /a période considérée par la somme des surfaces en chantier

(découvertes , en exploitation en attente de remise en état) diminuée des surfaces remises en état dont les surfaces en eau définitive.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuées des linéaires de berges remis en état.

Les montants de référence sont calculés en utilisant la formule de l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières avec l'indice TP 01 de juin 2020 (publié en août 2020) = 108,8x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 711,

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0.20.

Le montant des garanties financières prend en compte la remise en état du site après exploitation. Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder le montant fixé ci-dessus.

Article V-2 : Constitution des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2072 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 576-1 et suivants du code de l'environnement.

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2072 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article V-4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

-tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

-sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de

l'indice TPO1, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Constats :

Les valeurs de S1, S2 et L s'établiront selon l'exploitant respectivement à 6,03 ha, 17,66 ha et 3929 m fin 2023.

Ces valeurs sont à comparer aux valeurs de la deuxième période :

N°2 (2023-2027) | 2 ha 20 a 2 ca /14 ha 62 a 27 ca/ 4655m.

S1 et S2 sont largement dépassées.

L'exploitant doit fournir à l'inspection une nouvelle évaluation des paramètres S1, S2 et L MAX pour les deux périodes jusqu'en 2032 et cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Mesures d'accompagnement et zones humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-1

Thème(s) : Autre, Conversion d'un espace agricole en prairie mésophile

Prescription contrôlée :

Secteur : A2 ,Sud de la barrette "Agence de l'eau" (hors périmètre carrière)

Superficie concernée : 8 ha

Descriptif: Conversion d'espaces cultivés en prairies mésophiles réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses.

Délai de réalisation: pendant la première phase quinquennale (de à à 5 ans)

Constats :

L'exploitant déclare que opérations de préparation du sol ont été faites (labour et herse)

L'inspection souhaite avoir confirmation qu'il y a bien eu un semis de graminées et légumineuses.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit tenir compte de la présence éventuelle de plantes messicoles et les préserver.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3

Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires

Prescription contrôlée :

En compensation aux atteintes des parties de zones humides visées à l'article III-15-2 et également en vue de limiter la surface résiduelle d'eau libre selon les préconisations du schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne compatibles avec l'orientation 97 du SDAGE Seine-Normandie, le pétitionnaire restaurera et/ou créera des zones humides (prairies humides, forêt alluviale, hauts-fonds etc.) sur une surface de 27,5 hectares dont le détail est fourni dans le tableau qui suit.

Leur fonctionnalité est équivalente à celle des zones humides impactées afin de compenser les services et fonctions rendus par ces dernières.

Les sites des mesures compensatoires sont situés dans l'emprise de la carrière et hors-situ. Le plan en annexe du présent arrêté localise l'emplacement des zones humides compensatoires. (...)

Six mois avant le démarrage d'une tranche de travaux de compensation, le pétitionnaire devra transmettre le projet de réalisation des mesures compensatoires à l'inspection des installations classées. Ce projet contient :

- un plan situant précisément l'emplacement de la mesure compensatoire,
- le mode d'aménagement et de fonctionnement de la zone humide,
- les mesures de gestion et d'entretien de la zone humide.

(voir les détails zone par zone dans la partie constat)

Le pétitionnaire avertira quinze jours à l'avance l'inspection des installations classées du démarrage des travaux de compensation pour chaque tranche.

Lorsque la réalisation d'une tranche de zones humides est terminée, le pétitionnaire en informe le Préfet

Constats :

Secteur	Superficie concernée	Descriptif des mesures de restauration et d'entretien de zones humides	Délai de réalisation
Emprise des terrains à réserver pour l'alimentation en eau potable au Sud de la Grande noue d'Hermé A1	7,8ha	Conversion d'espaces cultivés en prairies humides réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; Labour et herse en 2022
Grande Noue d'Hermé B	-	Travaux de débroussaillage : travaux ponctuels d'ouverture de la végétation de la noue permettant un ensoleillement du cours d'eau et l'apparition de végétations aquatiques et humides actuellement absentes, ces travaux consistent notamment en un débroussaillage du lit de la Noue, et une coupe d'arbres (peupliers notamment) en cas de besoin.	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans en liaison avec la fédération départementale de pêche et de l'ONEMA. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; octobre 2020 et janvier 2023
Grande Noue d'Hermé C	1,5ha	Travaux de reprofilage des berges : des travaux de terrassement des berges en pentes douces seront réalisés, pour favoriser l'apparition de groupements végétaux diversifiés sur les berges. Par ailleurs, quelques déflecteurs en bois seront mis en place au sein de la Noue, pour favoriser une redynamisation morphologique du cours d'eau.	1ère et 2ème phases quinquennales de 0 à 10 ans en liaison avec la fédération départementale de pêche et de l'ONEMA. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ;

			en 2020 et en octobre 2023 mais que du côté ouest.
Prairie humide basophile D	1,2ha	Des travaux d'entretien par débroussaillage et fauche de la végétation en fin d'été ou début d'automne seront réalisés, pour conserver l'intérêt écologique du secteur	Entretien périodique réalisé tous les 3 ou 4 ans de la 1ère à la 4ème phase quinquennale de 0 à 20 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; en octobre 2020, Janvier 2023 et octobre 2023.
Peupleraie Ouest E	0,45ha	Conversion de la peupleraie Ouest en boisements alluviaux	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; Octobre 2020

Secteur	Superficie concernée	Descriptif des mesures de création de zones humides	Délai de réalisation
Terrains au Nord de la Grande noue d'Hermé – Partie Nord-Ouest F	7,6ha	Création de prairies humides mésohygrophiles à hygrophiles : Les terrains seront remblayés avec les matériaux de découverte issus du site d'extraction, jusqu'à une cote d'environ 1 mètre sous le niveau du terrain naturel. Un travail préparatoire du sol sera réalisé pour améliorer la structure du sol et préparer le lit de semence (labour, passage à la herse). La végétalisation sera réalisée par enherbement à partir d'un mélange d'espèces indigènes de graminées et légumineuses	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; en cours mais pas finalisé
Terrains au Nord de la Grande noue d'Hermé – Partie Nord-Est (bassin de décantation n°1) G		Création de prairies humides mésohygrophiles à hygrophiles : Les terrains seront remblayés par les fines de lavage de décantation puis par des terres de découvertes jusqu'à une cote d'environ 1 mètre sous le niveau du terrain naturel. Les modalités des travaux reprennent ensuite celles de la partie Nord-ouest	2ème phase quinquennale de 5 à 10 ans. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; le comblement du bassin par des fines de lavage prend du retard.
Plan d'eau Ouest créé – Partie Nord-Est H	Surface en eau	Création de prairie mésophile : Les terrains seront remblayés avec les matériaux de découverte issus du site d'extraction, jusqu'à une cote d'environ 1	3ème phase quinquennale de 10 à 15 ans

		mètre sous le niveau du terrain naturel. Un travail préparatoire du sol sera réalisé pour améliorer la structure du sol et préparer le lit de semence (labour, passage à la herse). La végétalisation sera réalisée par enherbement à partir d'un mélange d'espèces indigènes de graminées et légumineuses.	
Plan d'eau Ouest créé – Autres berges I	libre limitée à 25ha	Création de hauts-fonds : Les berges seront façonnées à partir des terres de découverte. Lorsque la pente de stabilité sera atteinte, des travaux complémentaires de terrassement seront effectués sur certains linéaires de berge (surcreusement de méandres) afin de favoriser les zones de hauts-fonds et le développement de la végétation hélophytique	2ème et 3ème phases quinquennales de 5 à 15 ans
Plan d'eau Est créé – Partie Nord-Est (bassin de décantation n°2) J	Surface	Création de hauts-fonds Les fines de décantation seront acheminées pour sédimentation dans le bassin pour faire apparaître des zones de hauts fonds sur lesquelles se développeront des formations hélophytiques et des mégaphorbaies avec si nécessaire apport de végétaux indigènes	Travaux étalés de la 2ème phase à la 4ème phase quinquennale de 5 à 20 ans
Plan d'eau Est créé – Autres berges K	en eau libre limitée à 20ha	Création de hauts-fonds : Les berges seront façonnées à partir des terres de découverte. Lorsque la pente de stabilité sera atteinte, des travaux complémentaires de terrassement seront effectués sur certains linéaires de berge (surcreusement de méandres) afin de favoriser les zones de hauts-fonds et le développement de la végétation hélophytique	Travaux étalés sur la 1ère, 3ème et 4ème phases quinquennales de 0 à 5 ans puis de 10 à 20 ans

Des travaux sont réalisés mais l'exploitant ne respecte pas les conditions d'information de l'inspection et du préfet définies par l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant n'a pas transmis de projet, comme décrit par cet article, 6 mois avant le démarrage d'une tranche de travaux de compensation, il n'a pas averti l'inspection 15 jours avant le démarrage des travaux, ni informé le préfet de la fin d'une opération concernant une zone humide.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.15.4
Thème(s) : Autre, Suivis des mesures compensatoires
Prescription contrôlée : A l'issue des travaux de réalisation des zones humides puis tous les deux ans, le pétitionnaire fait procéder, dans les zones humides ainsi recrées et/ou restaurées, à des inventaires floristiques et faunistiques aux périodes biologiquement les plus propices, afin d'évaluer la viabilité des mesures mises en place. Les résultats des inventaires floristiques et faunistiques font l'objet de rapports qui évaluent le degré d'adéquation entre les résultats des inventaires floristiques et faunistiques et les critères à retenir, en application de l'article R. 211-108 du Code de l'environnement, pour la définition des zones humides mentionnées à l'article L. 211-1 du même code. En fonction de ces résultats, ces rapports se prononcent sur la réussite et la viabilité des zones humides compensatoires mises en œuvre dans le cadre du présent projet. Un premier rapport d'évaluation est adressé au Préfet, avant le 31 décembre de la première année qui suit la date de réalisation de la zone humide, puis tous les trois ans. En fonction des résultats du suivi des zones humides, les mesures de gestion ou de compensation qui s'avèreraient éventuellement nécessaires feront l'objet de prescriptions complémentaires. Lorsqu'à l'issue de la réception du troisième rapport d'évaluation, il apparaît que les résultats des inventaires floristiques et faunistiques ne sont pas satisfaisants en terme de présence d'espèces caractéristiques des zones humides au sens de l'article R. 211-108 du Code de l'environnement, le Préfet peut prononcer l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation. Lorsque l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation est prononcé, l'exploitant conçoit et réalise une autre zone humide de compensation, selon les mêmes caractéristiques et modalités que celles édictées par l'article III-15.
Constats : L'inspection demande à ce que les rapports d'évaluation lui soient transmis selon le calendrier prévu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Suivi écologique en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.17
Thème(s) : Autre, Suivi écologique
Prescription contrôlée : En complément aux suivis écologiques prévus à l'article III-15-4, l'exploitant procède tous les deux ans à un relevé faunistique et floristique sur les zones remises en état et sur les habitats naturels sensibles autour du projet. Le relevé floristique est réalisé annuellement sur les zones suivantes : - secteurs de stations de plantes protégées évitées, - secteurs de stations de silène de nuit à proximité du périmètre carrière. Le suivi écologique de l'année N est communiqué à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année N+1. Le premier suivi écologique sera transmis au 1er février de l'année qui suit la première année de fonctionnement de la carrière.
Constats : L'inspection demande à ce que les rapports de suivis écologiques définis par cet article et à réaliser tous les deux ans lui soient transmis selon le calendrier prévu.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plans et suivi des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.20
Thème(s) : Autre, plan et suivi des travaux à transmettre au 1 février de l'année n+1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan au 1 / 2 500 orienté de la carrière sur fond cadastral.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les limites d'extraction compte tenu des distances et zones de protection définies au III-19, • les zones en cours d'exploitation, les bassins de décantation, • les zones déjà exploitées non remises en état, • les zones remises en état, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, y compris dans les zones en eaux, • le détail de l'installation de traitement et de ses annexes, • la position des piézomètres, • la position des éléments visés à l'article III-19 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, • les valeurs et localisations des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.</p> <p>Une copie de ce plan certifié est signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 1er février de l'année N+1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments de suivi de la carrière concernant 2022 n'ont pas été transmis à l'inspection à ce jour</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Suivi Eaux rejets superficiels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article IV.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets (eaux d'exhaure, pluviales et de nettoyage)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun rejet direct d'eau canalisée vers le milieu naturel n'est autorisé.</p> <p>Les eaux de lavage des engins sont dirigées vers un bac de deshuilage avant tout rejet au milieu naturel.</p> <p>Les eaux rejetées respectent les caractéristiques suivantes :</p> <p>pH : 5,5 < pH < 8,5 Température : < 30 °C MEST < 35 mg/l DCO < 125 mg/l</p>

<p>Hydrocarbures < 10 mg/l</p> <p>Les analyses sont réalisées selon les normes en vigueur.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>L'exploitant procède ou fait procéder à un contrôle annuel des paramètres ci-dessus définis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments de suivi de la carrière concernant 2022 n'ont pas été transmis à l'inspection à ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Suivi eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article IV.3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir des 7 piézomètres, l'exploitant procède ou fait procéder à</p> <ul style="list-style-type: none"> • un relevé mensuel du niveau de la nappe, • une analyse semestrielle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux.
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments de suivi de la carrière concernant 2022 n'ont pas été transmis à l'inspection à ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Bruits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article VI-7-1.VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores et des émergences</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle utilisant la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 des niveaux sonores en limite, et des émergences en zones d'émergences réglementées est effectué aux frais de l'exploitant tous les ans. Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments de suivi de la carrière concernant 2022 n'ont pas été transmis à l'inspection à ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>